

Sir Wilfrid Laurier et ses candidats exaltent le traître et condamnent le soldat. C'est aux parents du soldat qu'il appartient de leur répondre aux urnes électorales.

Le Canada est menacé par des ennemis qui le combattent ouvertement en Europe et par des ennemis perfides sur le sol natal. Le premier devoir de la femme canadienne est de voter pour le Gouvernement d'union nationale; c'est le devoir de l'heure.

Monsieur l'Orateur, est-il possible de trouver quelque chose de plus misérable ou de plus criminel que l'article dont je viens de citer quelques extraits. (Très bien; très bien.)

Et cependant, non seulement l'auteur de cet article échappe au châtement qu'il mérite, mais je suis certain qu'il rit sous cape de la contribution qu'il a apportée au breuvage diabolique avec lequel le Gouvernement d'union nationale a abreuvé, affolé et fourvoyé un public trop crédule.

Afin que nul doute ne puisse subsister dans l'esprit de tous les citoyens honnêtes du pays, hommes ou femmes, quant à la principale question sur laquelle le Gouvernement unioniste s'est appuyé pour solliciter et obtenir le pouvoir, permettez-moi de citer des extraits d'un article qui couvrirait toute la première page de l'"Orange Sentinel" numéro du 20 décembre 1917, sous le titre : "Battez la Grosse Caisse".

Le résultat du scrutin de lundi équivaut à une défaite écrasante pour la hiérarchie catholique romaine de Québec et ses alliés dans les autres provinces.

La campagne électorale tout entière a été menée selon les grandes lignes du programme de la société orangiste pour la première fois, depuis que le Dominion existe, le protestantisme uni a suivi la direction des orangistes du Canada, et a remporté une magnifique victoire contre les forces de la réaction dont le triomphe eût été un déshonneur pour le pays. La puissante association que représente la "Sentinel" a donc raison d'être satisfaite d'avoir enfin réussi à obtenir cette reconnaissance des loyalistes du pays qu'elle méritait depuis longtemps.

Vous avez là une déclaration après coup écrite par un monsieur dont la candidature fut acceptée par le premier ministre dans la division électorale de Toronto-Ouest et qui représente aujourd'hui cette circonscription dans cette Assemblée. Le premier ministre n'a d'aucune façon repoussé cette déclaration. De même qu'il a approuvé la candidature de l'auteur de l'article en question, il est censé avoir donné son assentiment à la déclaration que j'ai citée, et le public le jugera d'après ces faits. Après les faits que j'ai cités, que devons-nous penser du faux prétexte que le Gouvernement a fait les dernières élections uniquement dans le but d'obtenir des renforts pour nos soldats sur la ligne de feu et pour que le Canada continue à prendre sa part

[L'hon. M. Murphy.]

dans la guerre actuelle? L'article de l'"Orange Sentinel", avec l'approbation du premier ministre, nous fournit la réponse à cette question.

Je vous ai donné un exemple de l'attitude prise par le parti unioniste à l'égard des catholiques du Canada, parce qu'ils ont osé lui faire opposition. Si la Chambre veut bien me le permettre, je vais maintenant faire voir qu'un catholique, qui a appuyé le parti unioniste, n'a pas été mieux traité pour cela. Je citerai donc l'extrait suivant tiré du même article de l'"Orange Sentinel" du 20 décembre 1917:

Il est déplorable que dans toutes les provinces anglaises le seul élément qui a servi d'appui solide au parti de Laurier se compose de citoyens appartenant à la religion catholique. Cet élément a été la cheville ouvrière de l'organisation de Laurier dans Ontario. A part l'évêque Fallon, pas un seul membre du haut clergé de cette province n'a manifesté le moindre indice de sympathie à l'égard du Gouvernement unioniste.

Il y a tout lieu de croire, toutefois, que le motif de l'évêque Fallon, en appuyant le Gouvernement unioniste, était surtout le désir de punir ceux qui le poursuivent de leur haine depuis vingt-cinq ans.

En conséquence, sa conduite ne saurait être regardée comme un indice des sentiments qui animaient ses collègues ou les fidèles composant leurs troupes.

Monsieur l'Orateur, il serait trop malheureux, en vérité, de déflorer, par des commentaires superflus, cette appréciation enthousiaste d'un chef de l'unionisme, au sujet de l'aide apportée au parti unioniste par l'évêque de London. Je me contenterai donc de répéter ce que je viens de dire, à savoir que l'article fut écrit par l'homme dont la candidature avait reçu l'approbation du premier ministre lui-même, et que le silence observé par le premier ministre depuis trois mois démontre qu'il approuve cet article tout comme il a approuvé la candidature de son auteur.

Désireux de consigner aux débats, pour l'information des Canadiens non seulement d'aujourd'hui mais de l'avenir, toutes les données nécessaires à l'intelligence du Gouvernement unioniste et du caractère de sa campagne électorale, il me semble que, pour ce qui est de l'Ontario, ma tâche ne serait qu'à moitié remplie si je ne reconnaissais à l'honorable député de Durham (M. Rowell) la part qu'il a prise aux attaques dirigées contre le chef du parti libéral et les catholiques de ce pays. Cependant, il m'est nécessaire, pour cela, de remonter à quelques années en arrière; à la lumière du passé, ses actes plus récents ne seront que mieux compris.

Je dirai tout d'abord qu'il fut un temps où, faute d'être assez bien renseigné sur son